

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République islamique de Mauritanie.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 90 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S/O

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE ⁶.

4.4.1 Gestion directe (marchés publics)

L'action prévoit une passation de marché pour l'assistance technique qui sera mobilisée pour accompagner le pays partenaire dans la mise en œuvre des objectifs spécifiques 1 (Le renforcement des capacités opérationnelles de gestion intégrée des frontières et l'amélioration de la coopération entre les diverses parties prenantes pour mieux gérer le mouvement des personnes et des biens) et 2 (Le renforcement des capacités de gestion et de gouvernance au niveau local régional et national des frontières terrestres et maritimes dans le cadre de la gestion migratoire, y compris dans la coopération avec les pays limitrophes et dans le respect des conventions internationales et des droits humains).

4.4.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM).

Cette mise en œuvre implique en particulier la mise en œuvre de l'objectif spécifique 3 (Le renforcement des communautés locales et hôtes dans une perspective de prévention de conflits aux frontières inclusive et coexistence pacifique).

L'entité a été sélectionnée sur la base des critères suivants :

- Expertise spécifique du secteur, en particulier dans contribution à la révision de la SNGM en Mauritanie et de son plan d'action ;
- Expertise reconnue et son mandat ;
- Ses relations constructives avec les autorités mauritaniennes ;
- Expertise spécifique en Mauritanie et dans la sous-région dans le secteur de la migration.

⁶ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.